

Face à l'insécurité, de plus en plus de Français s'arment

Par Stéphane Kovacs

Publié hier à 17:37,

Mis à jour hier à 17:58



Selon le projet de recherche Small Arms Survey de l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève, la France se place à la 24e place mondiale en ratio d'armement, avec 19,6 armes pour 100 habitants. O.

Lutsenko - stock.adobe.com

ENQUÊTE - Pour renforcer la traçabilité des arsenaux, un nouvel outil numérique est présenté ce lundi à Beauvau. Il doit aussi faciliter les démarches des usagers.

Lors du partage de la succession, il y a six ans, aucun de ses frères et sœurs n'en avait voulu. Mais où est donc passé le fusil à crosse d'argent du chasseur émérite qu'était son père? Depuis cet été, la multiplication des agressions, des cambriolages, l'«ensauvagement» de la société l'ont convaincu: Maxime veut s'armer. Pour avoir le droit de posséder une arme à feu dans sa maison isolée de l'Aveyron, cet enseignant

va même passer son permis de chasse. Comme tous les détenteurs d'armes - près de 5 millions en France -, il va devoir s'enregistrer sur un portail en ligne sécurisé. Présenté lundi au ministère de l'Intérieur, le système d'information sur les armes (SIA), un nouvel outil numérique censé faciliter les démarches des usagers et renforcer la traçabilité des arsenaux, sera opérationnel à partir de février. Les autorités promettent une démarche «*simple*», pendant six mois, pour les détenteurs d'armes «de famille» souvent oubliées au grenier - et pas encore enregistrées.

Professeur bientôt retraité, Maxime n'est «*pas du tout un excité*». Mais «*la confiance que j'ai dans l'État pour me protéger, ma famille et moi, s'est très nettement effritée, assure-t-il. Le système pénal ne fonctionne plus, les délinquants sont libérés trop rapidement. Il faut maintenant que la loi soit du côté des agressés: je ne dis pas qu'il faut se faire justice soi-même, mais qu'il ne faut pas pénaliser une personne qui s'est défendue de façon proportionnelle à l'agression.*» À son épouse, il apprendra également le maniement du fusil de chasse. Se voit-il pour autant tirer sur un éventuel cambrioleur? «*Je vais d'abord prendre toutes les mesures pour que cela ne se produise pas, réplique-t-il. Faire installer une porte blindée et fermer les volets tous les soirs. Mais je m'imagine tout à fait sortir le fusil par la fenêtre et tirer en l'air pour effrayer l'agresseur. Ce qui n'est pas possible, c'est de rester sans rien faire.*»



Ne tirez pas si l'homme s'avisait de repasser par votre jardin. Vous auriez plus d'ennuis que le malfaiteur

Un conseil de policiers

Même volonté de se sécuriser chez Marie-Hélène, qui vit seule dans sa maison au cœur d'une bourgade de l'Hérault. Pendant le confinement, «*en pleine nuit, la police municipale a sonné chez moi: ils avaient vu un homme rôder près de mon portail*», rapporte cette veuve sexagénaire. Les deux fusils de chasse de son mari ont été remontés de la cave jusque dans un coffre-fort près de son lit. «*Ne tirez pas si l'homme s'avisait de repasser par votre jardin*, lui ont toutefois conseillé les policiers. *Vous auriez plus d'ennuis que le malfaiteur.*» Pas question en tout cas, pour elle, de passer le permis de chasse ni de s'inscrire à un club de tir... seules conditions, pour un civil, pour avoir le droit de détenir une arme à feu.

À VOIR AUSSI - La violence envers les enseignants augmente-t-elle?

12 millions d'armes aux mains de civils en France

La France est un des pays les plus armés de l'UE. Elle compte la plus grande population de chasseurs - 1,2 million actifs, sur quelque 4 millions possédant un permis -, même si cette dernière décroît régulièrement, et a diminué de moitié depuis 1976. Quant aux tireurs sportifs, ils sont 228 221 licenciés: après une augmentation notable à la suite des attentats de 2015, le nombre d'adhérents à la Fédération française de tir «est en progression régulière». Avant la réglementation de 1995, «il se vendait 300.000 armes par an en France», indique Yves Gollety, président de la chambre syndicale nationale des armuriers. *Aujourd'hui, on est tombé à moins de 80.000 par an. Et avec la baisse du petit gibier, on pense qu'il va y avoir encore une diminution...* Le Small Arms Survey, projet de recherche de l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève, recense plus de 12 millions d'armes aux mains de civils en France (plaçant l'Hexagone à la 24^e place mondiale en ratio d'armement, avec 19,6 armes pour 100 habitants).



Ça va être le Far West, nous prédit-on ? Mais comment appelez-vous un pays où on peut se faire poignarder pour une place de parking, un “mauvais regard” ou une jupe un peu courte ?

Teddy, infirmier parisien

«*Stop à l'hoplophobie!*», scandent les militants de l'Association pour le rétablissement du port d'arme citoyen (Arpac). L'hoplophobie? «*La peur irrationnelle ressentie par certaines personnes à la simple évocation d'une arme, là où une personne normale se méfie de celui qui la porte*», décryptent-ils. Sur Facebook, leur page compte plus de 45.000 abonnés - trois fois plus qu'il y a cinq ans -, qui font la promotion de la légitime défense et du port d'arme pour «*les citoyens responsables*». Avec une arme à feu, «*on n'est plus victime, mais acteur de notre sécurité*», martèlent-ils.

Natif de Mayotte et étudiant en école de commerce dans l'Oise, Fouad a adhéré à l'Arpac il y a quelques mois. «*L'immigration clandestine, les vols, les bandes rivales qui coupent les routes, j'ai très peur pour ma famille restée à Mayotte, raconte-t-il. La violence, ça commence à faire partie de notre quotidien en métropole aussi. Je n'ai pas vraiment envie d'acheter une arme, j'espère ne jamais avoir à tirer sur un agresseur, mais un jour s'il le faut...*» Tireur sportif, Teddy s'entraîne une fois par semaine, «*à comparer avec les trois séances annuelles d'un policier moyen*». Lui ne dégainerait «*qu'en situation de risque, pour arrêter un crime*»: «*Une de mes*

collègues s'est fait tabasser presque à mort pour avoir demandé à un jeune de porter un masque, fait remarquer cet infirmier parisien. Lors des multiples agressions que nous avons connues, si une personne s'est interposée, elle s'est fait soit défoncer, soit tuer. Si cette personne avait été armée, ça se serait passé autrement!» Et ce trentenaire, qui milite à l'Arpac depuis deux ans, d'insister: «Ça va être le Far West, nous prédit-on? Mais comment appelez-vous un pays où on peut se faire poignarder pour une place de parking, un "mauvais regard" ou une jupe un peu courte?»